



Analyse socio-économique de l'impact de la COVID-19 au Burundi

WFP-PAM | Septembre 2022

Présenté par:

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE (www.ifpri.org)

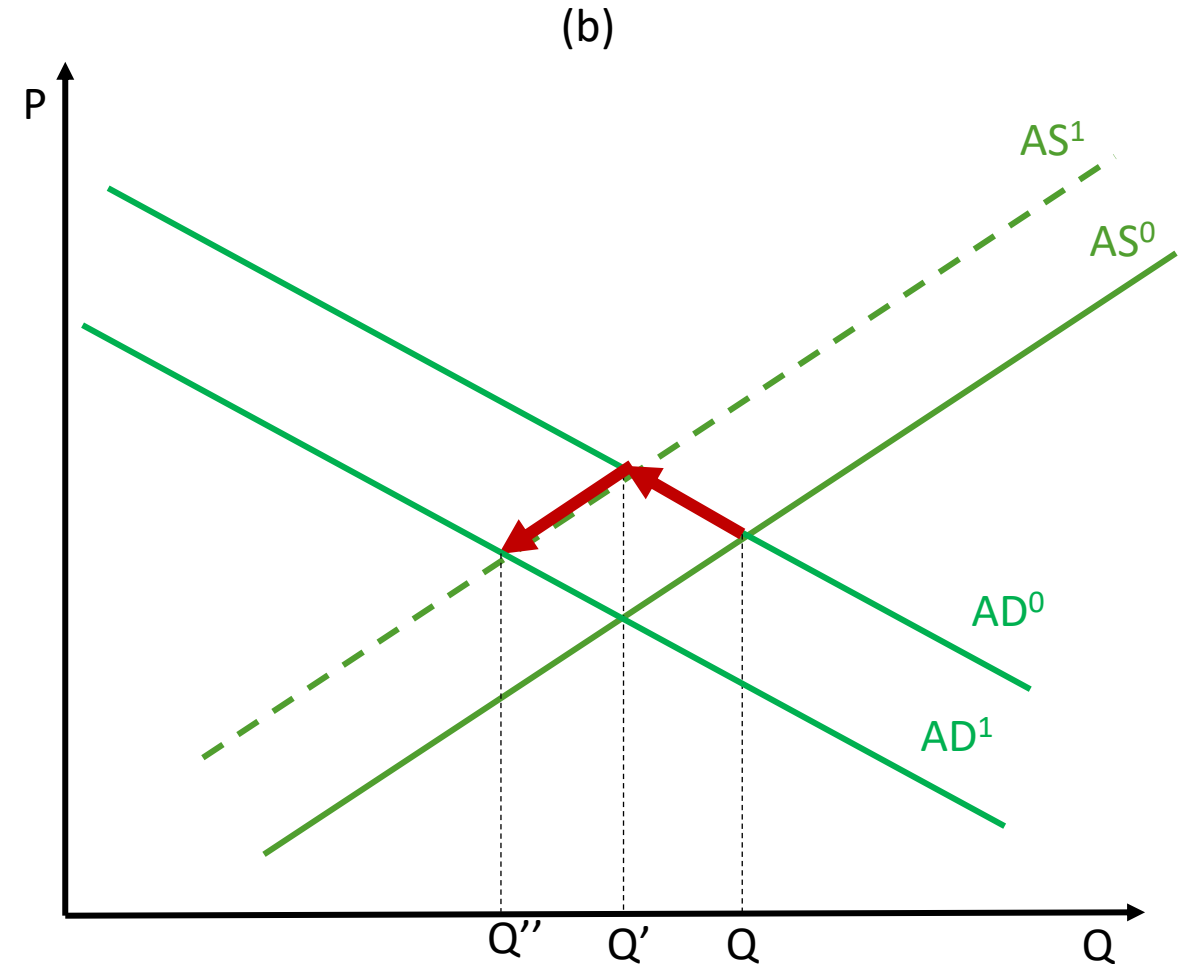
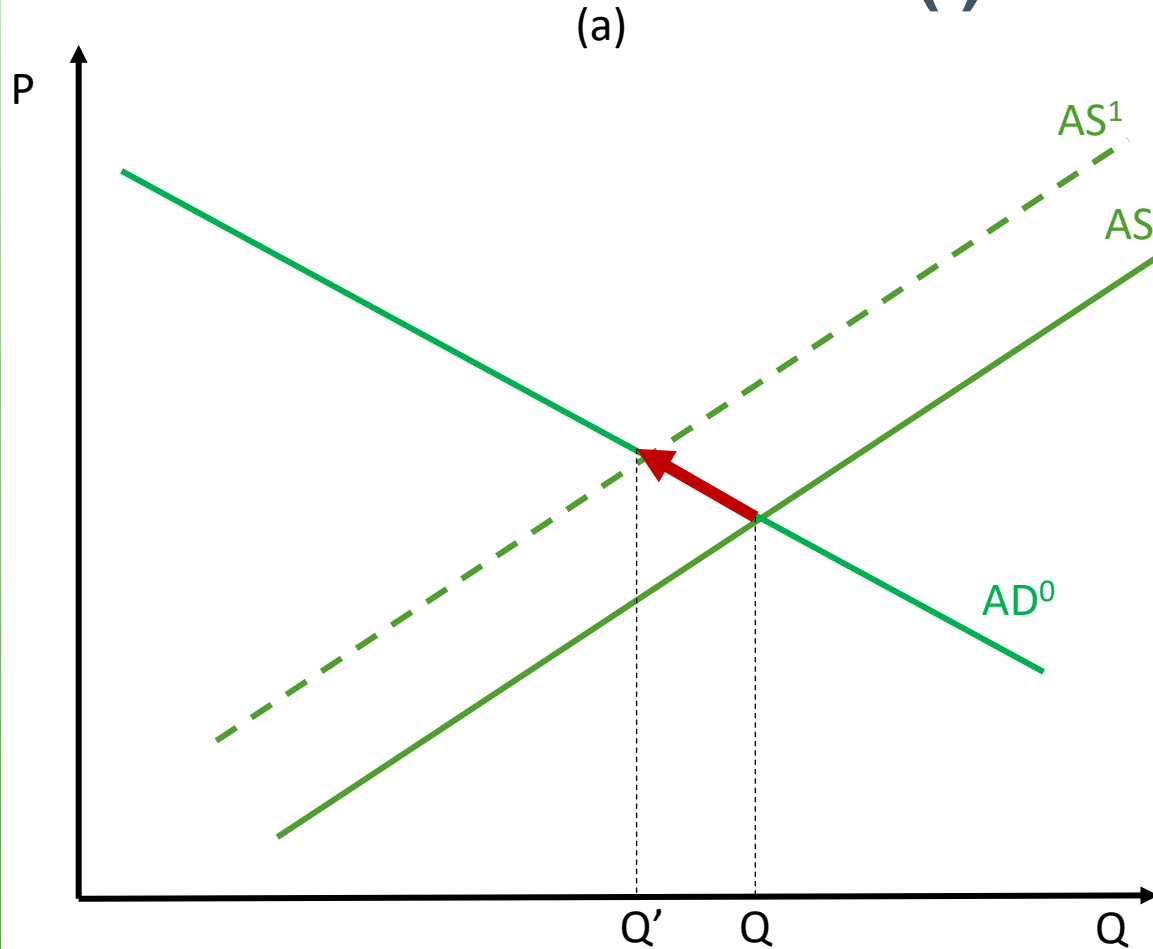
APERÇU

- Objectifs du présent rapport
- Approche méthodologique et données
 - Cadre conceptuel
 - Echantillonnage
- Résultats
 - Analyse non-paramétrique
 - Analyse paramétrique
- Conclusions

OBJECTIFS DU PRESENT RAPPORT

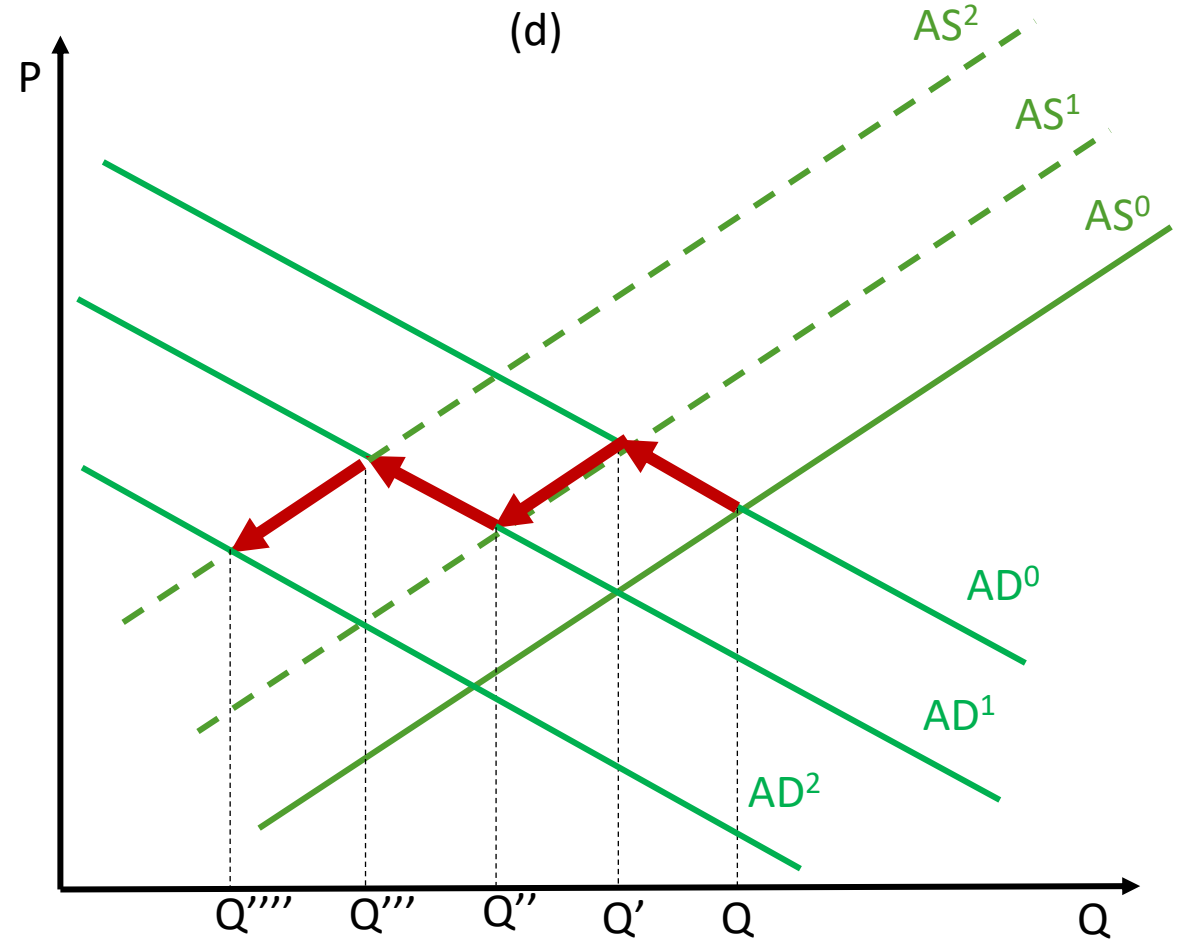
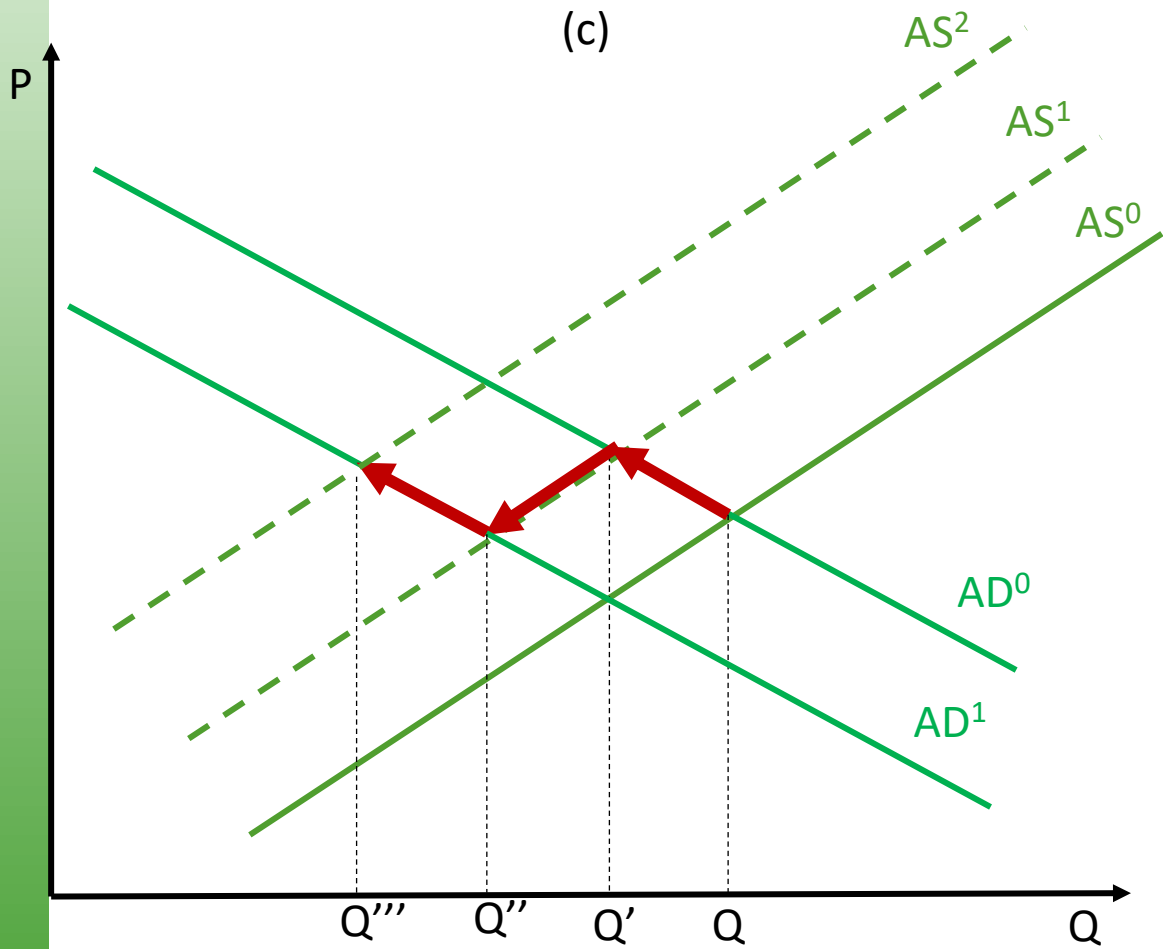
- Evaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des ménages et les activités commerciales au Burundi.
- Inclure différents acteurs le long des chaînes de valeur alimentaires (producteurs, transformateurs et distributeurs).
- Evaluer l'impact de la pandémie sur l'autonomisation des femmes.
- Evaluer la perception de des ménages des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la pandémie.

CADRE CONCEPTUEL (I)



- Les mesures de fermeture des frontières, de quarantaine et de distanciation sociale à travers le monde ont eu pour effet de réduire l'offre de main-d'œuvre; théoriquement, l'offre globale (AS) passera de AS^0 à AS^1 (a).
- L'incertitude qui en résulte quant à la progression de la maladie, le manque de crédibilité des politiques économiques pour faire face à la pandémie déclencheront une baisse de la courbe de la demande de AD^0 à AD^1 (b).

CADRE CONCEPTUEL (II)



- Aucun des équilibres décrits ci-dessus n'est stable tant que la propagation de la pandémie se poursuit.
- En effet, comme le montrent les figures (c) et (d), la baisse de la demande peut assécher les liquidités des entreprises, les obligeant à fermer ou à déposer le bilan. Cela entraînera probablement une perte de revenu pour un plus grand nombre de travailleurs et donc une baisse de leur consommation.

CADRE CONCEPTUEL: POSSIBLES CANAUX DES CONSEQUENCES DE LA COVID-19 AU BURUNDI

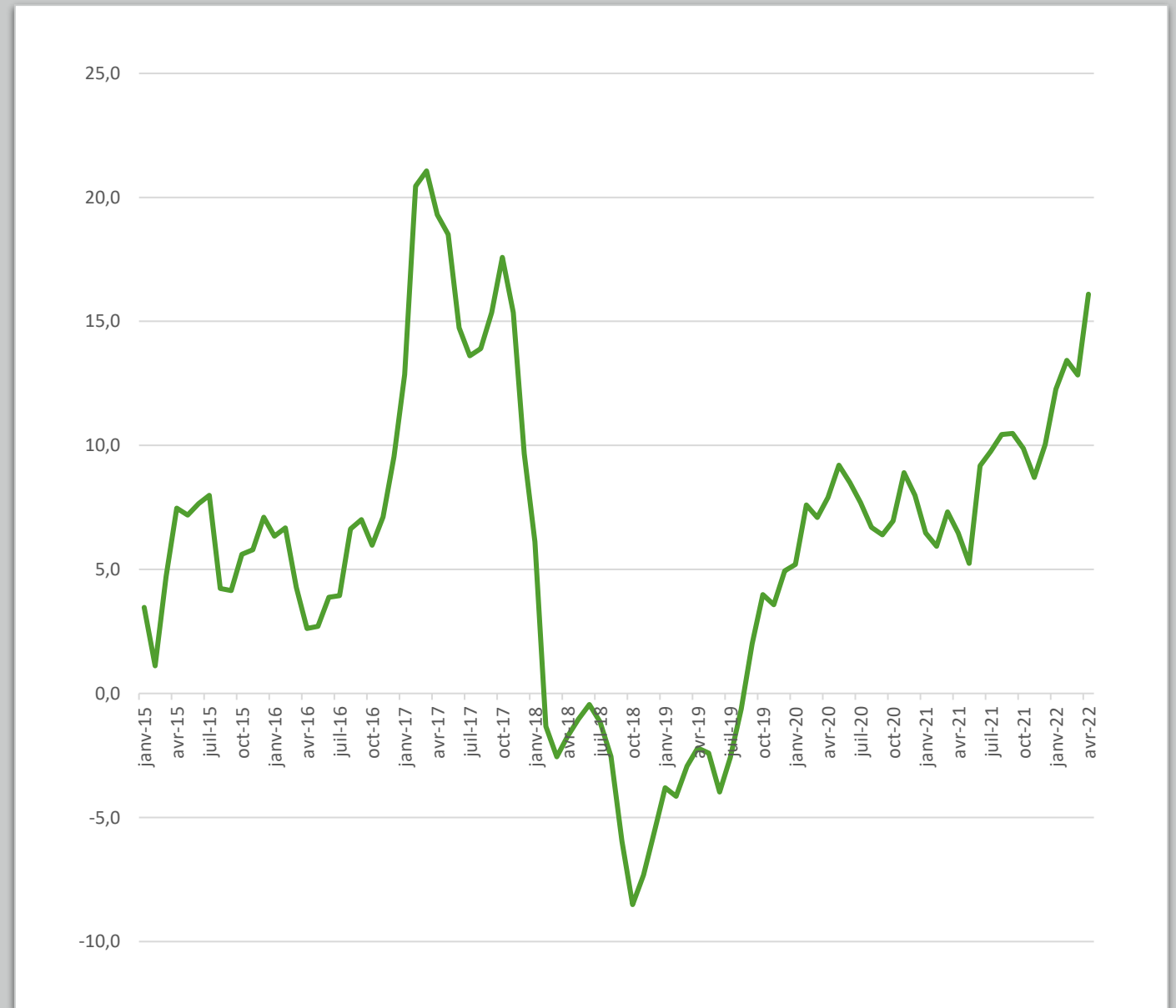
	Effet de premier ordre	Effet de second ordre	Effet de troisième ordre
Économique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroître les dépenses de santé et liées à la santé ▪ Baisse du PIB ▪ La balance commerciale se détériore ▪ Les possibilités d'emploi et de moyens de subsistance s'aggravent ▪ Épuisement de la richesse 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbations de la chaîne d'approvisionnement nationale ▪ Augmentation de l'activité économique non formelle ▪ Les activités économiques stagnent ▪ Perte de moyens de subsistance 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Crise de la dette publique ▪ Paniques financières ▪ Récession économique ▪ Augmentation de l'insécurité alimentaire ▪ Augmentation de la pauvreté
Social	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction des dépenses sociales ▪ L'impact disproportionné sur les groupes vulnérables ▪ Services sociaux perturbés ▪ Pertes en vies humaines 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Privation généralisée ▪ Désaffection sociale ▪ Panne dans les services sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Troubles sociaux ▪ Réduction du développement humain ▪ Inégalités accrues

ECHANTILLONNAGE

- L'Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECMVB 2013/2014), menée de la mi-novembre 2013 à la mi-avril 2014 dans tout le pays, a servi de base d'échantillonnage pour le tirage des unités d'échantillonnage.
- La base d'échantillonnage contient 7092 ménages tirés de 415 districts de recensement (DR).
- Un échantillon de DR a été tiré au premier niveau. Les unités statistiques de deuxième étape ou unités secondaires ont été formées par les ménages des DR tirés au cours de la première étape.
- Les provinces (18) ont été divisées en zones urbaines et rurales.
- Pour cette enquête, nous avons ciblé un échantillon de 3 000 ménages.
- L'échantillon a été tiré pour cibler les ménages, de sorte qu'il ne nous garantirait pas la représentativité pour les producteurs, les transformateurs ou les distributeurs.

RESULTATS: TAUX D'INFLATION ET LA COVID-19

- Après une longue période de déflation (Février 2018-Aout 2019) le taux d'inflation est redevenu positif au mois de Septembre 2019 (2%).
- La guerre en Ukraine peut aussi expliquer l'accélération observée depuis le début de l'année.



RESULTATS: CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

- Au niveau national, la population burundaise est majoritairement rurale (89,7%), Giceta (9%) et Ndozi (8%) sont les provinces les plus peuplées tandis que Mwaro (2,8%) et Cankuzo (3,4%) sont les moins peuplées.
- Dans l'ensemble, la taille moyenne des ménages dans le pays est de 5,5 dans la zone urbaine et de 5,8 dans la zone rurale, et plus de 58% des chefs de ménage burundais ont plus de 40 ans.
- L'âge moyen des chefs de famille tourne autour de 40 ans, à peu près plus de 50 ans pour les provinces de Karusi, Muyinga et Mwaro.

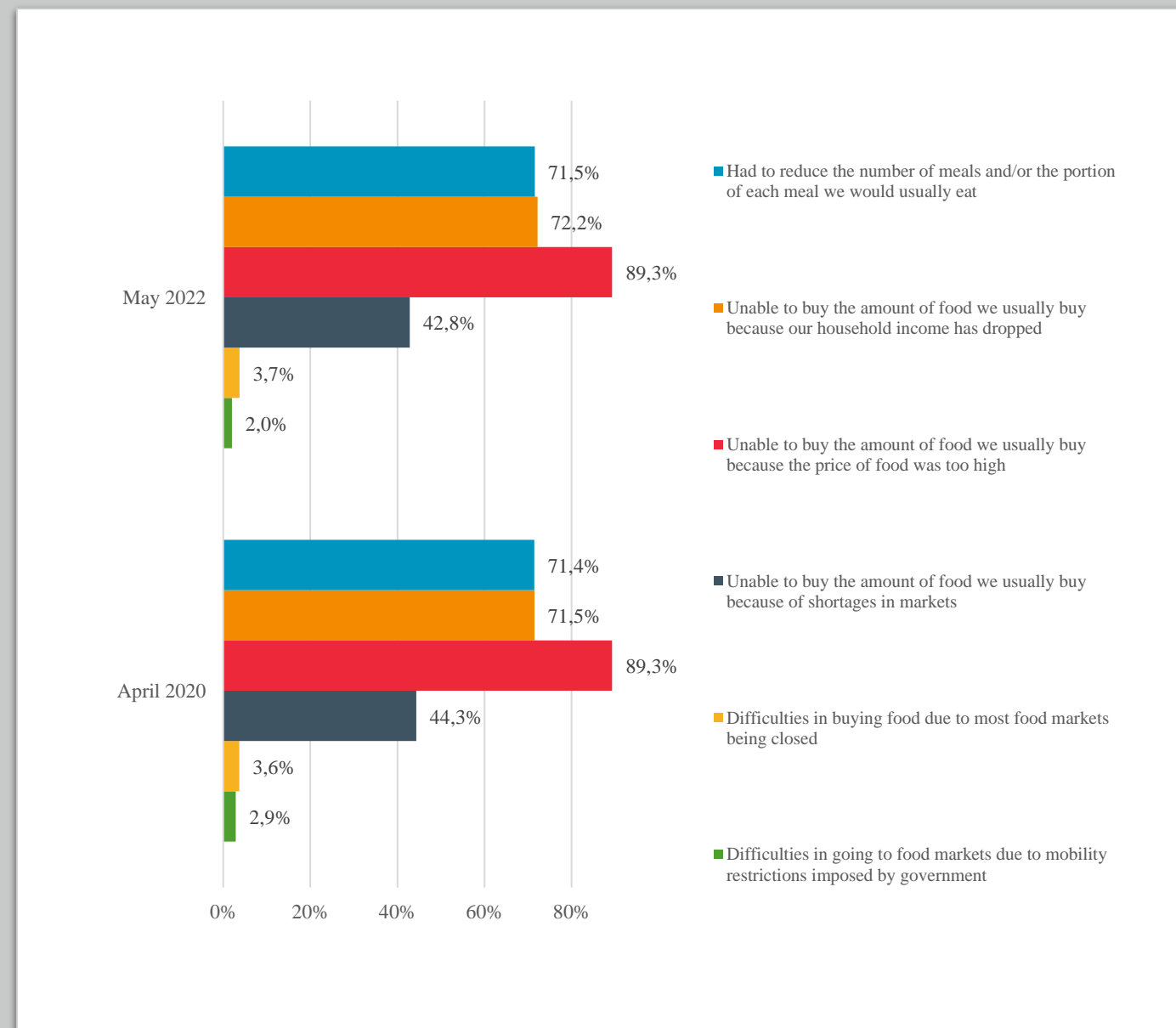
RESULTATS: COVID-19 ET LES DEPENSES NOMINALES MENSUELLES DES MENAGES

- Le budget moyen des ménages en avril 2020 était de 9066 FB dans la zone urbaine et de 5935 FB dans la zone rurale.
- Plus tard, janvier-février 2022, le budget a légèrement augmenté dans la zone rurale alors que dans le même temps, une réduction a été enregistrée dans la zone urbaine.
- Le budget quotidien des ménages est beaucoup plus important en mai 2022, cela fait deux ans que les restrictions et limitations ont été supprimées.

	Budget journalier (Avril 2020)		Budget journalier (Janvier – Février 2022)		Budget journalier (Mai 2022)	
	Rural	Urban	Rural	Urban	Rural	Urban
BUBANZA	7110	6000	6780	5614	9752	9599
BUJA MAIRIE	-	10105	-	9533	-	12916
BUJA RURAL	5737	6814	5383	5973	6912	9269
BURURI	8348	6625	8335	6521	10588	9196
CANKUZO	7557	4859	7106	4884	10745	9254
CIBITOKÉ	5626	10767	5506	8938	6778	9695
GITEGA	5693	6911	5311	6373	6673	7584
KARUSI	4399	8517	3851	7258	5726	10867
KAYANZA	5542	7414	5299	7414	7537	10077
KIRUNDO	5058	5125	7540	4111	6234	6417
MAKAMBA	7265	7652	6477	6873	8221	9453
MURAMVYA	5351	8668	5429	7455	7262	12064
MUYINGA	5914	6952	5033	6383	7906	10291
MWARO	6242	7347	6457	7171	7348	9051
NGOZI	4428	6639	6649	8000	5633	8722
RUMONGE	8361	8906	7973	8909	10211	12026
RUTANA	5847	8332	5477	7426	7140	9014
RUYIGI	5958	7611	5960	7111	9029	11389
Total	5935	9066	6041	8628	7558	11547

RESULTATS: SECURITE ALIMENTAIRE

- Le nombre de ménages qui réduisent le nombre de repas et/ou de portions de chaque repas habituellement consommé est légèrement le même, allant d'avril 202 à mai 2022.
- Les mêmes tendances ont été observées pour l'incapacité à acheter la quantité habituelle de nourriture en raison du revenu ou des prix élevés.
- Cependant, les difficultés liées aux restrictions de mobilité étaient plus courantes pendant la pandémie.



RESULTATS: DISTRIBUTION DES MENAGES PAR ACTIVITES

- Environ 57 % des ménages sont impliqués dans des activités de production, de transformation et de distribution.
- Parmi ces 57%, 36,4% se concentrent exclusivement sur la production primaire, 12% sur la transformation, 30,4% sur la distribution.
- Le reste des ménages sont impliqués dans des activités multiples.

RESULTATS: UTILISATION DE SEMENCES ET D'AUTRES INTRANTS

- La majorité des répondants (62,51 %) ont dépensé la même quantité de semences et d'autres intrants par rapport aux années précédentes.
- Seulement 24,96 % des répondants ont déclaré qu'ils dépensaient moins de semences et d'intrants par rapport aux années précédentes.
- Tandis que 0,33 % des répondants ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas acheter d'intrants parce qu'ils n'étaient pas disponibles.

Par rapport à la même période l'année dernière, quelle quantité de semences et d'intrants avez-vous utilisée pour cette culture	%
Pas autorisé à aller acheter des entrées, les entrants ne sont pas disponibles	0,33
Beaucoup moins, le montant le plus bas des cinq dernières années	1,91
Moins	24,96
À peu près la même chose	62,51
Plus	0,65
Beaucoup plus, le montant le plus élevé des cinq dernières années	9,65
Total	100,00

RESULTATS: RECOLTE

- 61,79% des agriculteurs ont récolté presque la même quantité qu'au cours des 5 dernières années.
- 25,11% ont déclaré avoir récolté moins par rapport à la quantité d'intrants.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs ont tendance à dépenser plus en intrants tout en récoltant la même quantité de récolte.

Par rapport à la même période l'année dernière, combien espérez-vous récolter pour cette culture	%
Beaucoup moins, le montant le plus bas des cinq dernières années	2,07
Moins	25,11
À peu près la même chose	61,79
Plus	1,04
Beaucoup plus, le montant le plus élevé des cinq dernières années	9,99
Total	100,00

RESULTATS: DÉBOUCHÉS/MARCHÉS

- Environ 61 % des répondants ont déclaré qu'ils ne vendraient probablement pas leurs récoltes aux mêmes intermédiaires, marchés ou lieux.
- Contre 35,77 % qui sont prêts à vendre leurs récoltes aux mêmes intermédiaires, marchés ou lieux.
- La volonté de la majorité des agriculteurs de changer d'agenda peut indiquer que les agriculteurs préfèrent vendre directement au marché pour maximiser leurs revenus.

Pensez-vous pouvoir vendre votre récolte aux mêmes intermédiaires ou aux mêmes lieux/marchés ?	%
Oui	35,77
Non, mais j'espère trouver d'autres canaux pour vendre toute ma récolte	3,16
Non, je ne pourrai probablement pas vendre sur le même marché	19,86
Non, je ne pourrai probablement pas vendre aux mêmes intermédiaires	41,21
Total	100,00

RESULTATS: DEMANDE D'INTERVENTIONS

- 35,60 % des répondants ont appelé à des mesures de stabilisation des prix.
- 34,39 % demandent des subventions aux intrants.
- Le reste est réparti entre les mesures de stabilisation des prix des intrants, les transferts monétaires ou les allocations de chômage, le crédit aux entreprises, l'impôt actualisé, l'amélioration de l'infrastructure de connectivité numérique, la formation et l'extension du marketing et des ventes numériques et le report du paiement des impôts.

Quelle serait l'intervention la plus nécessaire pour soutenir votre entreprise pendant et après la pandémie	%
Crédit aux entreprises	4,63
Subventions aux intrants	34,39
Mesures de stabilisation des prix des intrants	15,75
Mesures de stabilisation des prix des produits	35,60
Transferts monétaires ou allocations de chômage	5,95
Améliorer l'infrastructure de connectivité numérique	0,26
Formation et extension pour le marketing et les ventes numériques	0,16
Réduction de la taxe	3,21
Report du paiement de la taxe	0,05
Total	100,00

RESULTATS: NOMBRE DE JOURS ALLOUES A L'ELEVAGE

- 68,41 % des répondants ont déclaré avoir passé le même nombre de jours à élever leur bétail qu'au cours des cinq dernières années.
- Seulement 13,61 % ont déclaré travailler moins de jours.
- Dans un sens, la pandémie aurait modifié le nombre de jours alloués au bétail.

Par rapport à la même période l'an dernier, combien de jours vous et les membres de votre ménage avez-vous passés à élever du bétail?	%
Je n'avais pas le droit d'aller à la ferme	0,24
Nettement moins de jours, plus faible nombre de jours au cours des cinq dernières années	2,07
Moins de jours	13,61
À peu près la même chose	68,41
Plus de jours	12,76
Beaucoup plus de jours, la plupart des jours des cinq dernières années	2,92
Total	100,00

RESULTATS: INTRANTS UTILISÉS POUR LE BÉTAIL

- Environ 65 % des répondants ont déclaré que les intrants utilisés dans le bétail, comme le fourrage, la vaccination et l'engraissement, étaient presque les mêmes que les années précédentes.
- Cependant, 23,75% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles dépensaient moins pour les intrants pour l'élevage de leur bétail, ce qui peut sembler contradictoire compte tenu de la hausse du coût des intrants évoquée ci-dessus, à moins que les agriculteurs ne bénéficient d'interventions extérieures telles que les subventions aux intrants.

Par rapport à la même période l'année dernière, quelle quantité d'intrants (par exemple, fourrage, vaccination, aliments d'engraissement) avez-vous utilisés (prévoyez d'utiliser) pour l'élevage du bétail?	%
Pas autorisé à aller acheter des intrants; les intrants ne sont pas disponibles	0,63
Beaucoup moins, le montant le plus bas des cinq dernières années	1,75
Moins	23,75
À peu près la même chose	65,38
Plus	0,38
Beaucoup plus, le montant le plus élevé des cinq dernières années	8,13
Total	100,00

RESULTATS: AUTONOMISATION DES FEMMES

- Nous utilisons les indicateurs de l'indice abrégé d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (A-WEAI).
- Cette version plus courte de WEAI s'appuie sur les mêmes cinq domaines d'autonomisation, mais n'utilise que six indicateurs au lieu de 10.
- Alors que les indicateurs ne peuvent prendre que la valeur de zéro (inadéquat) ou un (adéquat), le score d'autonomisation peut varier entre zéro et un avec des valeurs plus élevées indiquant plus d'autonomisation.

Domaines (5)	Indicateur (6)	Seuil d'insuffisance	Poids
Production	Participation aux décisions productives	Inadéquat si le répondant n'a pas au moins une certaine participation aux décisions, s'il ne prend pas les décisions et s'il estime qu'il pourrait le faire.	20%
Ressources	Propriété des actifs	Insuffisant si le ménage ne possède aucun actif ou si le répondant ne possède pas au moins un actif plus important	13%
	Accès/décisions en matière de crédit	Inadéquat si le ménage n'a pas de crédit ou a utilisé une source de crédit, mais que le répondant n'a participé à aucune décision à ce sujet.	7%
Revenu	Contrôle de l'utilisation du revenu	Insuffisant si le répondant n'a pas ou peu d'influence sur les décisions concernant le revenu généré, ou s'il estime qu'il ne peut pas prendre de décisions concernant le salaire, l'emploi et les principales dépenses du ménage	20%
Leadership	Appartenance à un groupe	Inadéquat si le répondant ne fait pas partie d'au moins un groupe ou si aucun groupe n'est signalé dans la collectivité	20%
Temps	Charge de travail	Insuffisant si le répondant travaille plus de 10,5 heures par jour	20%
Score d'autonomisation individuelle			100%

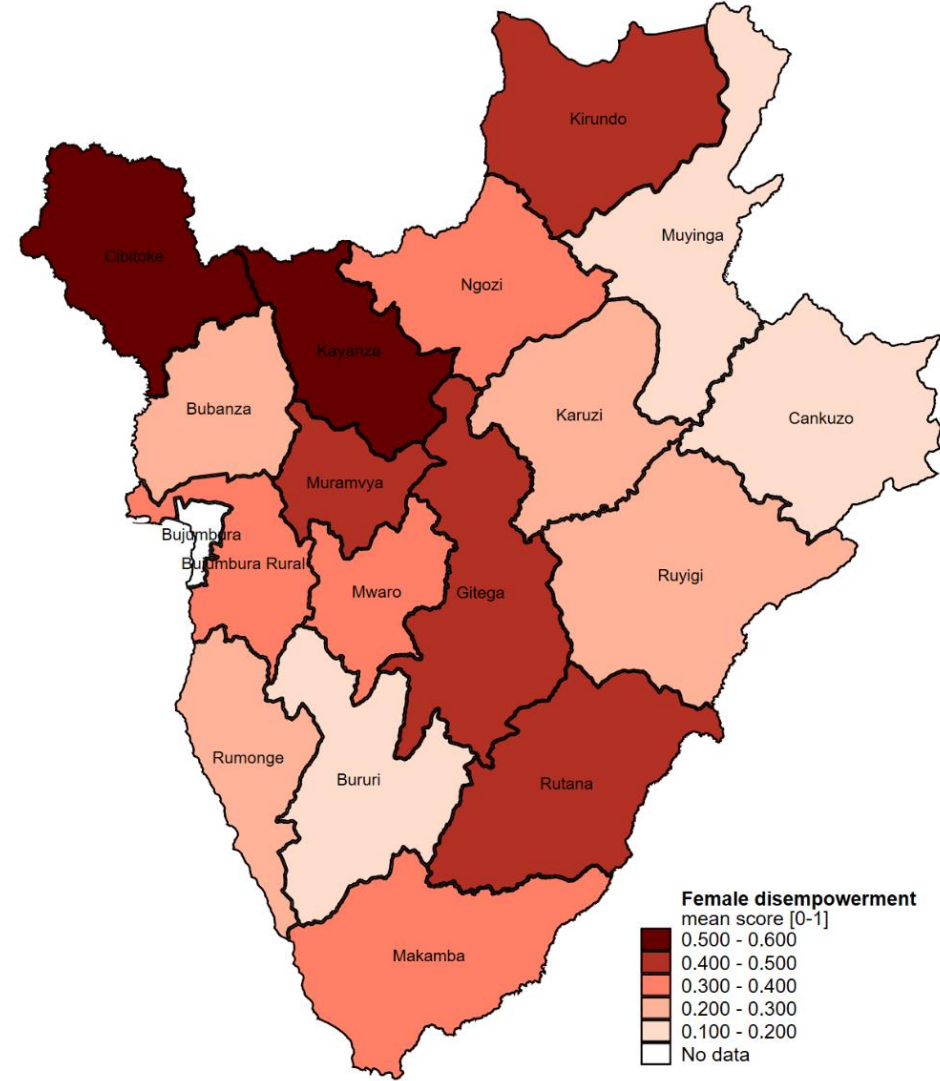
RESULTATS: AUTONOMISATION DES FEMMES

- En comparant les taux d'adéquation avant et après la COVID-19, la pandémie a clairement eu peu ou pas d'impact sur le profil d'autonomisation des hommes et des femmes.
- Alors que les hommes ont connu une légère baisse de la propriété d'actifs (-1,51 point de pourcentage) combinée à une augmentation de taille similaire de la participation au groupe (+1,58 point de pourcentage), il n'y a pas de changements statistiquement significatifs chez les femmes.
- Malgré le constat rassurant que la COVID-19 n'a pas aggravé l'autonomisation des personnes au Burundi, comme on peut également le déduire des scores moyens d'autonomisation, elle n'a certainement pas remis en question ou modifié les inégalités structurelles qui existent entre les hommes et les femmes.

IMPACT COVID-19	Différence (après/avant covid)	
	hommes	femme
Indicateurs		
1. Participation aux décisions productives	0,24%	-0,02%
2. Propriété des actifs	-1,51%**	-0,56%
3. Accès au crédit/décisions en matière de crédit	-0,54%	0,26%
4. Contrôle de l'utilisation du revenu	0,44%	0,01%
5. Appartenance à un groupe	1,58%*	1.02%
6. Charge de travail	0,12%	0,53%
Score d'autonomisation moyen	0.004	0.004

RESULTATS: AUTONOMISATION DES FEMMES

- Il existe des variations substantielles dans la dés-autonomisation des femmes après la COVID d'une province à l'autre.
- Alors que les taux moyens de dés-autonomisation sont inférieurs à 0,200 à Muyinga, Cankuzo et Bururi, les femmes de diverses provinces du pays souffrent de niveaux élevés de dés-autonomisation.
- C'est particulièrement le cas pour les femmes vivant à Kayanza et Cibitoke, où les taux dépassent 0,500, tandis que celles de Rutana, Kirundo, Gitega et Muramvya sont également beaucoup plus contraintes que ce qui est en moyenne observé par les femmes au Burundi (0,355).



RESULTATS: ANALYSE PARAMETRIQUE

- Comme prévu, toutes les variables liées à la santé, ont un signe positif suggérant que les ménages exposés à ces problèmes de santé sont plus susceptibles de perdre leurs moyens de subsistance.
- Cependant, seules les difficultés respiratoires et l'exposition à Ebola sont significatives.
- Aucune discrimination fondée sur le genre n'a été observée.
- Les résultats montrent que plus la densité est élevée, plus la probabilité de tomber en dessous des repères de sécurité alimentaire et de pauvreté est élevée.
- Enfin, dans l'ensemble, la participation active aux chaînes de valeur agricoles semble empêcher une baisse du budget quotidien des ménages résultant de chocs sanitaires. Plus précisément, les ménages de la production végétale et animale sont moins susceptibles de connaître une diminution de leur revenu.

Variable dépendante (1 si le budget quotidien du ménage en janvier-février 2022 est inférieur au budget quotidien d'avril 2020)	Coefficient	Erreurs-types robustes
Variables liées à la santé		
Fièvre (1 si affectée, 0 sinon)	0.0867	0.1228
Difficultés respiratoires (1 si affecté, 0 sinon)	0,4814 ^a	0.1187
Exposition à Ebola (1 si exposé, 0 sinon)	0,4260 ^b	0.1806
Exposition au choléra (1 si exposé, 0 sinon)	0.0949	0.2643
Mesures de confinement (1 s'il existe, 0 dans le cas contraire)	-0.2508	0.1607
Démographie		
Densité	0,0001 ^a	0.0000
Sexe (1 si homme, 0 si femme)	0.0500	0.1082
Taille du ménage	0.0099	0.0229
Âge (années)	-0.0055	0.0035
Répartition du temps par chaîne de valeur (%)		
Production végétale	-0,0117 ^a	0.0028
Elevage	-0,0093 ^c	0.0053
Transformation	-0.0062	0.0154
Distribution	-0.0081	0.0079
Nombre d'observations	1,577	
Nombre de contrôles	12	
Nombre de contrôles sélectionnés	7	
Wald chi ² (13)	66.2	
Valeur de P	0.00	

CONCLUSIONS

- La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les ménages ainsi que les activités de chaînes de valeur agricoles au Burundi.
- Ceci s'observe par l'utilisation des intrants ainsi que du temps alloué à ces activités.
- Les effets sur la sécurité alimentaire ainsi que les budgets des ménages sont également observés
- Il y a toutefois des fortes disparités à travers les provinces.
- Les ménages impliqués dans la production végétale et animale semblent disposer des moyens pour faire face aux effets négatifs de la pandémie.
- Néanmoins, aucune discrimination significative par le genre n'a été observée.
- En général, la majorité des ménages demandent des mesures de stabilisation des prix ainsi que des subventions aux intrants pour faire face aux effets de la pandémie.

MERCI